

B. Explication des dispositions réglementaires spécifiques ou « dispositions thématiques »

Conformément aux dispositions du code de l'urbanisme (articles R. 123-11 et 12), le règlement écrit et graphique peut définir des dispositions réglementaires spécifiques se superposant au règlement de zone et représentées dans les documents graphiques sous forme, surfacique, linéaire ou ponctuel selon la disposition concernée.

Un certain nombre de trames se superpose donc au zonage.

1. Les zones archéologiques

Pour information, les périmètres concernés par des zones archéologiques repérées par le Service Régional de l'Archéologie ont été reportées sur le règlement graphique. Ces zones peuvent être complétées au fur et à mesure de réalisation de fouilles sur le territoire communal. Ainsi dans le cas de découvertes fortuites en cours de travaux en dehors de ces zones, le SRA doit être immédiatement informé, conformément aux dispositions de l'article L. 531-14 du code du Patrimoine.

Code du patrimoine - Article L.531-14

Lorsque, par suite de travaux ou d'un fait quelconque, des monuments, des ruines, substructions, mosaïques, éléments de canalisation antique, vestiges d'habitation ou de sépulture anciennes, des inscriptions ou généralement des objets pouvant intéresser la préhistoire, l'histoire, l'art, l'archéologie ou la numismatique sont mis au jour, l'inventeur de ces vestiges ou objets et le propriétaire de l'immeuble où ils ont été découverts sont tenus d'en faire la déclaration immédiate au maire de la commune, qui doit la transmettre sans délai au préfet. Celui-ci avise l'autorité administrative compétente en matière d'archéologie.

Si des objets trouvés ont été mis en garde chez un tiers, celui-ci doit faire la même déclaration.

Le propriétaire de l'immeuble est responsable de la conservation provisoire des monuments, substructions ou vestiges de caractère immobilier découverts sur ses terrains. Le dépositaire des objets assume à leur égard la même responsabilité.

L'autorité administrative peut faire visiter les lieux où les découvertes ont été faites ainsi que les locaux où les objets ont été déposés et prescrire toutes les mesures utiles pour leur conservation.

Enfin, conformément à l'article R. 111-4 du code de l'urbanisme (article d'ordre public s'appliquant même en cas de PLU), un projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature, par sa localisation et ses caractéristiques, à compromettre la conservation ou la mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques.

2. Les espaces boisés classés (EBC)

Les espaces boisés classés délimités sur les documents graphiques du règlement du PLU sont soumis aux dispositions de l'article L. 130-1 du code de l'urbanisme. Ces espaces sont régis par un régime strict qui interdit le défrichement. Ce classement a pour objet de garantir l'intégrité et la pérennité des éléments concernés. Il interdit tout changement d'affectation ou mode d'occupation des sols de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements.

Les boisements présents sur les coteaux soumis au risque glissement de terrain ont ainsi été classés en EBC en conservant une distance par rapport aux voies et aux terres agricoles.